

COMPRENDRE

LA GUERRE DU RÉCIT

Comment Israël dépense des centaines
de millions pour rendre inaudibles le génocide,
l'apartheid et la colonisation.



Sauvegarde. Diffuse. Réponds.



@miaoulenchon



HASBARA

« Hasbara » signifie littéralement
« explication » en hébreux.

Le mot désigne aujourd'hui l'appareil de diplomatie publique chargé de défendre le récit de l'État israélien à l'étranger : communication gouvernementale, réseaux sociaux, influence politique, mobilisation de relais et campagnes internationales.

Tout État communique. Mais lorsque l'origine du message disparaît, que de faux comptes sont mobilisés et que les preuves indépendantes sont disqualifiées, l'« explication » devient une opération d'influence.



@miaoulenchon →



UN BUDGET TITANESQUE

En 2026, Israël a porté le budget
de sa diplomatie publique (la hasbara)
à 2,35 milliards de shekels.

**Soit environ 730 millions de dollars,
ou près de 700 millions d'euros.**

**C'est presque cinq fois plus que les 150
millions de dollars consacrés à cette
politique en 2025 (un budget déjà vingt
fois supérieur à celui d'avant octobre
2023).**



@miaoulenchon →



**Campagnes numériques, publicités,
influenceur·euses, organisations
partenaires, voyages de responsables
politiques et délégations étrangères :
Israël ne cherche plus seulement
à défendre son image.
Il industrialise la bataille de l'opinion.**

**Les États-Unis consacrent 2,43 milliards
de dollars par an à leur diplomatie
publique, contre 605,9 millions d'euros
pour la France en 2026.**

**Avec près de 700 millions d'euros, Israël
dépense davantage que la France, alors
même que le budget français finance
beaucoup plus de missions.**

**(ex : Les lycées français à l'étranger,
les instituts culturels et Campus France, etc.).**



@miaoulenchon →



FAUX COMPTES VRAIS ORD(U)RES

En 2024, Meta a démantelé un réseau de centaines de faux comptes attribué à l'entreprise israélienne STOIC.

Selon l'enquête révélée par le New York Times, l'opération avait reçu environ 2 millions de dollars d'un ministère israélien. Près de 600 faux profils auraient ciblé au moins 128 parlementaires américain-es, en publiant jusqu'à 2 000 commentaires coordonnés par semaine.

Quand un gouvernement dissimule son identité pour simuler une opinion populaire, ce n'est plus du débat. C'est de la manipulation.



@miaoulenchon →



LE DROIT PARLE

En septembre 2025, la Commission d'enquête indépendante de l'ONU a conclu qu'Israël avait commis un génocide à Gaza.

Amnesty International était parvenue à la même conclusion dès décembre 2024.

La Cour internationale de justice n'a pas encore rendu son jugement définitif sur le fond du dossier génocide. Mais elle a imposé plusieurs mesures conservatoires et déclaré illégale la poursuite de l'occupation des territoires palestiniens. Human Rights Watch documente également le crime contre l'humanité d'apartheid.

Ce que la hasbara cherche à neutraliser n'est donc pas une simple « opinion militante ». Ce sont des qualifications juridiques documentées.



@miaoulenchon →



OSLO ET LES COLONIES

Les accords d'Oslo devaient ouvrir une période de transition de cinq ans avant un règlement définitif.

En 1993, environ 250000 colons israélien·nes vivaient déjà en Cisjordanie et à Jérusalem-Est.

Fin 2024, iels étaient plus de 737000.

En 2024 seulement, près de 28900 logements coloniaux ont été avancés ou mis en appel d'offres, soit une hausse de 250 % par rapport à 2018.

Oslo n'interdisait pas explicitement toute construction. Mais la colonisation, illégale en droit international, a matériellement saboté la promesse territoriale sur laquelle reposait le processus de paix.



@miaoulenchon →



ELNET : LE RELAIS

ELNET se présente comme une organisation « non partisane » chargée de renforcer les relations entre Israël et l'Europe.

Sa méthode est assumée : voyages de parlementaires, conférences, rencontres stratégiques, diplomatie parlementaire et campagnes de sensibilisation. Dans son propre rapport annuel, ELNET affirme avoir emmené près de 300 responsables politiques et leaders d'opinion en Israël après le 7 octobre.

En 2023, le réseau revendiquait des échanges avec 650 décideur·ses de premier plan et 2500 membres des milieux politiques européens.



@miaoulenchon →



LE VOYAGE COMME MÉTHODE

Depuis 2017, ELNET aurait financé 101 des 666 voyages déclarés par des parlementaires français·es : plus de 15 % du total.

Transport, hébergement, rencontres politiques, responsables militaires, visites de sites et éléments de langage : chaque déplacement propose une lecture organisée du conflit.

Un voyage financé n'achète pas mécaniquement un vote...

...Mais la répétition d'immersions tous frais payés, construites autour d'un seul récit et rarement équilibrées par des voix palestiniennes, constitue bien une technique d'influence.



@miaoulenchon →



L'INFLUENCE SE REVENDIQUE

ELNET ne cache pas son ambition.

Dans son rapport annuel, le réseau explique que ses bureaux transmettent des informations aux parlementaires, organisent des rencontres avec des responsables israélien·nes et facilitent des projections au sein des institutions européennes. ELNET rapproche même certaines de ses initiatives de votes ou de résolutions favorables à Israël.

Cela ne prouve pas qu'ELNET décide seul des votes. Mais cela montre que le réseau évalue lui-même son activité à l'aune de ses résultats politiques.



@miaoulenchon →



AU CŒUR **DU PARLEMENT**

ELNET France est officiellement inscrit depuis novembre 2024 au registre français des représentant·es d'intérêts.

Mais, selon des documents révélés par Mediapart, un colloque organisé en 2025 au Sénat aurait reçu

72000 euros

du ministère israélien des Affaires étrangères, pour un budget total de

189000 euros.



@miaoulenchon →



Lorsqu'un État étranger finance une opération destinée à influencer la loi française, la question n'est plus seulement diplomatique. Elle concerne NOTRE souveraineté démocratique.

Quand l'argent d'un État étranger entre au Parlement, la transparence devient une urgence démocratique.

L'Assemblée nationale ne doit jamais devenir une chambre d'écho.



@miaoulenchon →



LE CRIF AU CARREFOUR

Le CRIF et ELNET sont deux organisations distinctes. Rien ne permet d'affirmer que le CRIF dirige ELNET. Ou qu'ELNET dirige le CRIF.

Mais elles évoluent dans un même écosystème institutionnel : événements communs, circulation de contenus, rencontres avec des responsables politiques et mise en relation de parlementaires. Le CRIF a notamment relayé des argumentaires d'ELNET contre l'emploi du terme « apartheid ».

Mediapart rapporte aussi qu'un député fut approché par un responsable d'ELNET lors d'un dîner du CRIF.

**Ce n'est pas une organisation secrète.
C'est un réseau d'accès parfaitement visible.**



@miaoulenchon →



L'ÉTAT À TABLE

Pourquoi le CRIF pèse-t-il
jusqu'au sommet de l'État ?

Pas parce qu'il disposerait d'un pouvoir mystérieux. Mais parce qu'il bénéficie d'un accès politique exceptionnel, régulier et transversal. Président de la République, Premier ministre, président·es des assemblées, ministres, ancien·nes chef·fes de gouvernement, ambassadeur·rices et responsables de partis se retrouvent chaque année à son dîner. François Hollande parlait d'un « moment rare ». En 2026, le Premier ministre a déclaré que les personnes réunies étaient « les amies du CRIF ».

**L'influence commence par
une chose simple : décider qui sera
entendu en premier.**



@miaoulenchon →



MEYER HABIB LE SYMBOLE

Meyer Habib n'est plus député depuis juillet 2024. Mais son parcours reste révélateur.

Ancien vice-président du CRIF, proche de Benjamin Netanyahu, il a représenté pendant onze ans une circonscription comprenant Israël. Le Monde l'a décrit comme la « voix de la droite israélienne » à l'Assemblée nationale. Il n'est pas la preuve d'une chaîne de commandement entre Israël, ELNET et le CRIF.

Il incarne cependant une porosité problématique : celle d'un élu français revendiquant publiquement une proximité politique presque organique avec un gouvernement étranger.



@miaoulenchon →



L'ANTISÉMITISME COMME ÉCRAN

L'antisémitisme est une haine réelle,
meurtrière, qu'il faut combattre sans réserve.
(Je ne sais plus comment je dois le dire !)

Mais assimiler systématiquement
la critique d'Israël, du sionisme
ou de la colonisation à de l'antisémitisme
transforme cette lutte indispensable
en instrument de disqualification.

L'European Legal Support Center a étudié
53 affaires européennes liées
à la définition de l'IHRA : la majorité des
accusations contestées juridiquement
n'auraient pas résisté à l'examen.



@miaoulenchon →



**La Déclaration de Jérusalem rappelle
que critiquer Israël ou le sionisme
n'est pas, en soi, antisémite.**

**Confondre les personnes juives avec
l'État israélien ne les protège pas.
Cela les assigne à ses crimes !**

**Instrumentaliser l'antisémitisme pour
protéger un État affaiblit la lutte contre
l'antisémitisme réel.**

**À force de tout confondre, on finit
par ne plus protéger personne.**



@miaoulenchon →



EXIGER **LA TRANSPARENCE**

Nous devons exiger :

La publication des financements, donateur·rices et comptes détaillés des organisations d'influence. La déclaration de tout financement provenant d'un État étranger. La publication des coûts, programmes et participant·es des voyages parlementaires. Une véritable contradiction avec des voix palestiniennes, anticolonialistes et israéliennes opposées à l'occupation. Les mêmes règles pour Israël que pour toutes les puissances étrangères.

La démocratie ne doit pas voyager tous frais payés !



@miaoulenchon →



LES SOURCES :

- Knesset et gouvernement israélien, budgets de diplomatie publique, 2025-2026.
- Commission d'enquête de l'ONU sur les territoires palestiniens occupés, septembre 2025.
- Cour internationale de justice, avis consultatif du 19 juillet 2024.
- Union européenne, rapport 2024 sur les colonies israéliennes.
- ELNET, Annual Report 2023.
- HATVP, registres du CRIF et d'ELNET France.
- Assemblée nationale, déclarations de voyages parlementaires.
- Mediapart, enquêtes des 29 décembre 2024 et 9 novembre 2025.
- Human Rights Watch, A Threshold Crossed, 2021.
- Amnesty International, rapport sur Gaza, décembre 2024.
- Miriyam Aouragh, travaux sur la « Hasbara 2.0 ».
- Jerusalem Declaration on Antisemitism et European Legal Support Center.

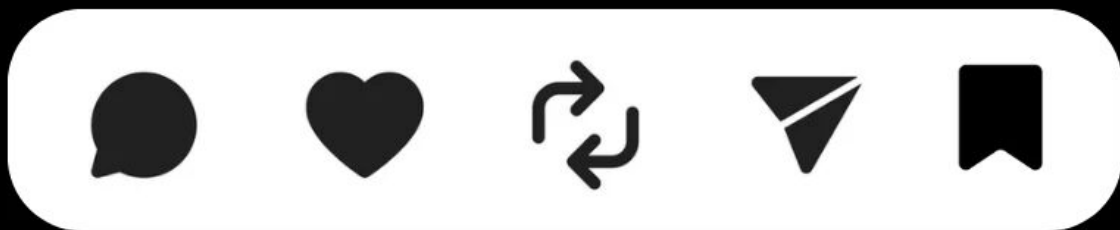


@miaoulenchon →



**SAUVEGARDE CE CHARROUSEL
ET DIFFUSE-LE LARGEMENT.**

Commentez, partagez et sauvegardez.



Et en 2027, faisons enfin **gagner l'alternative.**

**MELENCHON
2027.fr**



@miaoulenchon